

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Bobigny, le 27/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NORD STOCK CHEM II

48 ALLEE DES ERABLES
93420 Villepinte

Références : _
Code AIOT : 0007404250

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement NORD STOCK CHEM II implanté 48 ALLEE DES ERABLES 93420 Villepinte. L'inspection a été annoncée le 16/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de la réalisation d'un exercice POI sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORD STOCK CHEM II
- 48 ALLEE DES ERABLES 93420 Villepinte
- Code AIOT : 0007404250
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société Nord Stock Chem réalise sur son site le stockage et le transit de produits toxiques, inflammables et d'aérosols.
Le site est classé Seveso Seuil Bas.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Exercices de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14 - V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit réaliser un exercice POI tous les 3 ans. L'exercice de février 2026 s'est déroulé conformément au POI (Plan d'Opération Interne). Quelques points d'amélioration ont été demandés, principalement sur la complétude du document POI.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

Constats :

Le site est soumis à la réalisation d'un POI, initialement au titre de l'article 46 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 mars 1989, puis de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.

L'exploitant a transmis le 12 février 2026 la version 9 de son POI.

Le POI actualisé comprend la liste des personnes et services à appeler, les schémas d'alerte en heures ouvrées et hors heures ouvrées, les modèles de messages d'appel, l'organisation des secours avec les fiches réflexes et le descriptif des installations et des moyens de lutte.

Le POI comprend également les mesures à prendre pour la réalisation des prélèvements environnementaux en situation accidentelle (document Socotec du 9 février 2026). Le délai contractuel maximal d'intervention est de 4 h. Lors de l'exercice POI, le prestataire a été contacté pour connaître le délai effectif d'intervention en situation. Le délai indiqué était de 2 h.

Le POI comprend par ailleurs une partie relative au PDI (plan de défense incendie) pour la rubrique 4331 à enregistrement et une partie sur la remise en état du site après un incident.

Certaines informations listées à l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014 ne figurent pas clairement dans le POI : nom des responsables des mesures d'atténuation et de liaison avec le PPI, disposition pour l'information rapide de l'autorité en charge des PPI, disposition pour guider les services d'urgence, etc.

L'Inspection note également que le n° de téléphone listé pour le contact avec la DRIEAT (n° du standard de l'UD DRIEAT 93), bien que correspondant au n° officiel, ne garantit pas une information rapide et doit être complété par un n° de contact direct avec l'Inspection.

L'Inspection note que le HCN est noté dans les produits de décomposition possible du document Socotec présent en annexe alors que l'exploitant indique qu'aucun produit stocké ne peut produire du HCN.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit corriger l'information sur la présence de HCN dans les produits de dégradation, compléter le POI avec les informations prévues dans l'annexe V et compléter la liste de numéros à appeler pour informer la DRIEAT (l'inspection a transmis directement les n° à l'exploitant).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Exercices de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14 - V
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant organise un exercice de lutte contre l'incendie dans le trimestre qui suit la mise en service de l'installation. Cet exercice est renouvelé a minima tous les trois ans.</p> <p>Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins six ans et susceptibles d'être mis à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier exercice POI a été réalisé en 2023.</p> <p>Un exercice POI a été programmé pour le 18 février 2026 à l'initiative de la BSPP.</p> <p>Le scénario, défini conjointement par l'exploitant et la BSPP, consistait en un départ de feu non maîtrisable dans une cellule stockant des liquides inflammables avec une personne blessée.</p> <p>L'exercice a débuté vers 15 h 00 et s'est déroulé comme suit :</p> <p>Suite au constat d'un départ de feu dans la cellule, un opérateur déclenche l'alarme et constate que le feu ne peut pas être maîtrisé avec les moyens incendie disponibles. La fermeture automatique de la porte coupe-feu de la cellule se fait et l'alarme sonore se déclenche (alarme d'évacuation).</p> <p>Les services d'incendie et de secours sont alertés.</p> <p>Le personnel évacue vers le point de rassemblement.</p> <p>Les premiers engins de la BSPP arrivent vers 15h15 et sont accueillis par un opérateur au niveau de l'entrée qui leur indique l'emplacement du sinistre.</p> <p>Le recensement des personnes présentes indique une personne absente.</p> <p>L'exploitant met en place un contrôle de l'accès pour rediriger les camions de livraison qui arrivent.</p> <p>L'assistant DOI (directeur des opérations internes) procède à l'appel des services mais ne parvient pas à joindre d'interlocuteurs à la préfecture et à la DRIEAT avec les numéros listés dans le POI (n° des standards).</p> <p>Les secours procèdent à l'inspection des locaux et au déploiement des moyens.</p> <p>Le DOI est sollicité pour fournir les documents mis à disposition des services de secours (plans, état des stocks, FDS..) et un PC est mis en place dans les locaux administratifs.</p> <p>Le sinistre génère des fumées donc le DOI décide de contacter le prestataire en charge des prélèvements environnementaux (celui-ci indique un délai de route de 2 h).</p>

Les secours indiquent au DOI que la personne manquante (blessée) a été prise en charge et évacuée.

La fin de l'exercice est notifiée vers 16 h.

La main courante de l'exercice est placée en annexe du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite